

Le député Laurent Alexandre interpelle la ministre de l'Environnement sur la cascade

Bien que n'étant pas de la première circonscription, le député Laurent Alexandre s'est ému de la situation de la cascade et de l'usine hydroélectrique de Salles-la-Source.

C'est ainsi qu'il a interpellé la préfète Valérie Michel-Moreaux, juste avant son départ de l'Aveyron. Cette dernière avait indiqué que le ministère de l'Environnement était désormais en charge du dossier. C'est donc par un courrier directement adressé à Agnès Pannier-Runacher que Laurent Alexandre vient d'interpeller le ministère.

Il lui rappelle qu'au terme d'une mission interministérielle d'inspection, et à la suite d'un vote du conseil municipal de Salles-la-Source, un arrêté de fermeture de l'installation a été signé. Mais le Tribunal Administratif a rejeté



Le député de l'Aveyron Laurent Alexandre soutient la cause de la cascade, qui coule malgré la sécheresse.

cet arrêté « en vertu d'un droit fondé en titre qui semble pour le moins contestable ».

Malheureusement l'État s'est retiré ensuite des procédures judiciaires, laissant l'association se pourvoir seule en appel. Laurent

Alexandre « pense que dans le cas de violations manifestes de nos lois, l'État devrait poursuivre ce genre d'action jusqu'au bout au côté de nos concitoyens. Ne serait-ce que par principe, afin de restaurer sa confiance et son autorité ».

Le député invite donc le ministère à « lever l'ambiguïté qui plane sur la situation de cette exploitation ». Il s'appuie notamment pour cela sur le fait que le barrage souterrain actif n'a jamais été autorisé.

Sur les autres volets de la fraude, le député demande simplement que « les lois de notre pays soient respectées, ce qui semble légitime ». Il s'étonne par exemple que le gérant ait été condamné à trois ans d'interdiction de gestion de son exploitation, suite à une présentation de comptes frau-

duleux et à des détournements illicites, et que cette peine ne soit pas appliquée.

Nul doute pour l'association « Ranimons la cascade ! » qu'il sera présent lors de la manifestation prévue le 19 novembre à 11 heures devant la préfecture, à laquelle l'ensemble des élus qui ne cautionnent pas la fraude seront également invités aux côtés des citoyens. « Nous voulons ainsi nous adresser au nouveau préfet et au nouveau procureur pour qu'ils abordent avec sérieux ce dossier. Nous invitons également tous les élus de l'Aveyron à se positionner comme l'ont fait en son temps les élus de l'époque » explique le président de l'association.

Rendez-vous est donc donné ce samedi à 11 heures devant la préfecture.